

Europe

POUR UNE GAUCHE EUROPÉENNE UNIE

Sandro Gozi

07/06/2016

Face aux défis auxquels la social-démocratie européenne est confrontée, la Fondation, en partenariat avec EuroCité, présente l'analyse de Sandro Gozi, secrétaire d'État chargé des Affaires européennes en Italie, qui appelle à la transformation et l'innovation des partis progressistes et plaide pour une union de la gauche européenne.

Le Parti démocrate italien (Partito democratico, PD) est la première force politique en Italie mais aussi en Europe. Lors des dernières élections européennes, il a même dépassé la CDU (le principal parti de droite allemand) de plusieurs millions de voix, un résultat que nul n'aurait pu prévoir, mais qui nous invite à travailler encore davantage pour insuffler un souffle nouveau au message progressiste à l'échelle nationale et européenne.

Il ne fait aucun doute que le PD représente l'assise du système politique italien. Nous avons accepté de relever le défi de gouverner, car nous sommes convaincus qu'un parti de gauche en 2016 ne mérite pas son nom s'il n'assume pas ses responsabilités et n'essaie pas de mettre en pratique les idées qui l'animent. L'ambition du PD, de son secrétaire national et président du Conseil Matteo Renzi, est de changer l'Italie grâce à des réformes structurelles qui permettent au pays de changer de cap et d'être de nouveau compétitif après s'être trop longtemps résigné.

Les défis des progressistes européens

Ces réflexions nous amènent au cœur de la question suivante : quel est le rôle de la gauche au troisième millénaire ? À ce sujet, je suis tout à fait d'accord avec le ministre français de l'Économie, Emmanuel Macron, quand il affirme que : « Si nous sommes progressistes, nous devons être en mesure de relever les nouveaux défis plus rapidement que les conservateurs ». Dommage que cela n'ait pas toujours été le cas. Aujourd'hui, de nombreux partis historiques de la social-démocratie européenne sont à la peine, pris entre la difficulté de gouverner et la pression qu'engendre l'essor des mouvements populistes et radicaux. Cette situation s'explique par leur incapacité à répondre rapidement et efficacement aux demandes de plus en plus disparates et diverses des citoyens. Des réponses rapides et efficaces, mais j'ajouterais « novatrices » : trop souvent, les gauches ont montré une faible capacité d'adaptation aux transformations sociales, s'accrochant à de vieux

mantras (augmentation des dépenses publiques, par exemple) ou se retranchant derrière des tabous obsolètes (la résistance aux libéralisations, pour ne citer qu'un cas d'école).

En revanche, si je devais choisir un mot autour duquel commencer à construire le nouveau vocabulaire de la gauche, ce serait sans aucun doute « innovation ». La situation actuelle est paradoxale : nos pays sont ravagés par le chômage, alors que si nous investissions dans des projets novateurs et numériques, nous pourrions créer des centaines de milliers d'emplois. Des études scientifiques ont même montré comment 50% des emplois qui existeront dans vingt ans doivent encore être inventés. C'est pourquoi nous devons être prêts à changer, nous devons même réussir à anticiper les changements.

Le défi que les progressistes affrontent est d'autant plus complexe si nous pensons aux obstacles qui nous attendent. Nous devons être prêts à nous confronter aux indifférents et aux « hurleurs professionnels », en gardant toujours un double objectif : sauvegarder notre idée de la politique pour laquelle nous nous sommes battus au fil des années, mais en l'actualisant sans cesse. L'erreur la plus grave que nous pourrions commettre serait de penser que les recettes du passé feront l'affaire. C'est vrai également, et surtout, concernant les idées des progressistes. C'est pour cette raison que je suis convaincu que la gauche européenne doit trouver de nouvelles solutions. De nouvelles idées. Nous ne pouvons pas lutter contre la crise économique et sociale en utilisant les mêmes instruments qu'il y a vingt ans. Si la réponse que nous sommes à même d'apporter est une vague ébauche de social-démocratie 2.0., je crois très franchement qu'il nous sera difficile de reconquérir le cœur des Européens.

Réformer la gauche européenne pour affronter les mutations des sociétés

Alors, que faire ? Il nous faut une gauche capable de sortir des schémas habituels et qui ose entreprendre un chemin très difficile : être à la hauteur de la mission qui est la sienne depuis toujours avec un langage neuf. Il faut d'abord se demander si c'est une entreprise réalisable. Autrement dit, si ce n'est pas un objectif trop difficile. Si la désagrégation de notre société n'est pas déjà irréversible, nous ne devons pas nous résigner à un monde dans lequel les inégalités sont la règle, et non l'exception. Sommes-nous encore en mesure de nous rebeller contre les inégalités croissantes ? Prenons l'exemple des revenus : nous sommes passés d'un écart salarial d'1 à 10, qui était considéré comme acceptable juste après la grande crise de 1929 à un rapport de 1 à 400, voire plus. Dans certains cas extrêmes, la rétribution d'un mois entier de travail d'un ouvrier est inférieure à celle d'une heure d'un manager dans la même entreprise.

Mais pour relever ce défi en Italie et en Europe, nous devons bien comprendre la réalité face à nous. La société actuelle, celle de l'après-crise économique, se caractérise par la formule « 5-75-20 ». 5% : l'élite qui détient une grande partie de la richesse nationale ; 75% : la classe moyenne beaucoup plus susceptible de tomber dans la pauvreté que de bénéficier de l'ascenseur social, et enfin 20% de pauvres. Voici la photographie de la société actuelle, également en Europe où trop souvent, on a voulu nous faire croire que la classe moyenne était épargnée par la crise. Il nous faut de nouveaux dirigeants et de nouvelles politiques nationales et européennes en faveur de la croissance, pour renforcer et soutenir la classe moyenne et pour inclure de nouveau les 20% de citoyens qui sont pour l'instant laissés-pour-compte.

En fait, la gauche européenne a de nombreuses difficultés à gérer les transformations en cours. Il est vrai que les circonstances atténuantes ne manquent pas : face à l'essor rapide des partis extrémistes, les différences entre droite et gauche risquent de s'estomper. Sincèrement, je n'en fais pas une question idéologique. D'un autre côté, il serait illogique de penser que ces catégories sont immuables : la droite et la gauche sont les réceptacles de valeurs, de choix et de politiques. Sinon, elles finiront dans les livres d'histoire.

Un nouveau clivage : les pro-européens contre les eurosceptiques

Le problème est ailleurs. Le problème est qu'à la division historique entre la droite et la gauche vient se superposer une nouvelle ligne de fracture, plus récente : pro-européens contre eurosceptiques. C'est une division qui se retrouve dans tous les pays européens : des forces politiques de plus en plus agressives qui, s'appuyant sur les franges les plus extrêmes, se font les porte-paroles d'un message contre l'Europe, contre l'euro, et plus simplement contre tout, et préconisent un retour au nationalisme, d'extrême droite ou d'extrême gauche. Ou souvent, elles mélangent les ingrédients des deux extrêmes et trouvent dans les trop nombreuses affaires de corruption ou exemples de mauvaise politique le ferment pour se développer : c'est le cas du Mouvement 5 étoiles en Italie.

En conséquence, de plus en plus souvent, les forces politiques nationales sont poussées vers le centre : les partis favorables à l'intégration européenne sont contraints de se défendre des attaques des eurosceptiques, mais finissent par être obligés de gouverner ensemble. C'est le cas de l'Allemagne, ce fut le cas de l'Italie. Le Portugal n'a pu éviter cette situation après les dernières élections que grâce à l'habileté d'Antonio Costa... Mais si on observe bien la situation, c'est la gauche qui a le plus à perdre de cette cohabitation forcée, car elle ne réussit pas à définir un

message pro-européen clair et risque de devoir aller à la remorque des conservateurs en trahissant ses valeurs fondamentales. Un véritable suicide politique.

C'est pourquoi nous ne pouvons pas nous contenter du *statu quo*. Il faut insister sur un nouveau message pro-européen, mais nous devons le faire *depuis la gauche*. Si nous avons le même message que la droite européenne (si tant est qu'elle dise des choses justes, ce qui est très discutable à mes yeux), comment pourrions-nous mener campagne contre la droite ? Comment pourrions-nous défendre une idée de l'Europe autre que celle de l'austérité si nous nous limitons à être « un peu » en désaccord avec les conservateurs ? À corriger « à la marge » leurs erreurs de fond ?

Tout ceci nous conduit à une dernière réflexion. J'entends souvent des phrases comme « la gauche n'existe plus », « les partis sont morts », etc. Pour dire les choses clairement, je suis convaincu que nous avons plus que jamais besoin de gauche, et que nous avons plus que jamais besoin de forces politiques appropriées. De même, je suis absolument sûr que si les partis, en particulier ceux de gauche, restent confinés à l'intérieur de leurs frontières nationales, il n'y aura aucun espoir ni de remporter les élections, ni d'apporter des idées valables pour changer le modèle existant. Si nous regardons les conservateurs européens, nous constatons que tous (ou presque) respectent scrupuleusement les principes des politiques d'austérité : des partisans du Parti populaire (PP) espagnol aux conservateurs britanniques, de la CDU, chantre de la rigueur, aux Néerlandais, aux Portugais, à la Nouvelle Démocratie en Grèce et d'autres encore.

Mais je n'ai pas l'impression que la même unité dans les intentions existe à gauche. Manuel Valls mène laborieusement le PS vers des positions réformistes, le SPD est le « partenaire minoritaire » de la grande coalition allemande, le PSOE doit se mesurer au phénomène Podemos et le Parti travailliste britannique semble avoir pris le chemin de l'isolement.

Vers une transnationalisation des partis politiques européens ?

Bref, un véritable méli-mélo. Difficile d'apparaître crédible aux yeux des électeurs avec des voix si discordantes. Et honnêtement, ce que font les partis politiques européens est bien insuffisant. Or, beaucoup se disent pleinement satisfaits des « plateformes progressistes ». Dommage que très souvent, les rencontres politiques soient dépourvues de toute ambition ou découplées de l'actualité. Le Congrès du PSE à Budapest en juin 2015 auquel j'ai participé en est un exemple éloquent. Il s'agit d'une occasion utile pour resserrer nos liens avec les partis progressistes de toute l'Europe. Mais l'impression nette qui s'en dégageait était d'un véritable décalage avec les dynamiques profondes des sociétés européennes, à commencer par le sujet de l'immigration dont

il n'a pas été du tout question à cause des divisions au sein du PSE sur un thème qui devrait au contraire unir toute la gauche européenne. Outre le fait que souvent, les dynamiques internes dans ces grands partis européens ressemblent beaucoup plus à une confédération de partis nationaux, avec ses structures, sa bureaucratie et ses accords intergouvernementaux, typiques de l'Europe des chancelleries. Je crois que le moment est venu d'abattre les frontières nationales, surtout entre les partis politiques.

Si je pouvais imaginer un avenir pour l'Europe, mon souhait serait d'arriver aussi vite que possible à des forces politiques transnationales. Mais je suis aussi réaliste : bien sûr, il faudra du temps pour y parvenir. En attendant, il faut intensifier les contacts entre dirigeants politiques. Il y a deux ans, une rencontre s'est tenue à Bologne entre le président du Conseil Matteo Renzi, le Premier ministre Manuel Valls, le secrétaire général du PSOE Pedro Sanchez et le dirigeant des travaillistes néerlandais Diederik Samson. Ils portaient tous une chemise blanche, et certains s'en sont moqués, mais ce fut un moment très important pour la gauche européenne. Renforçons les liens entre nous, intensifions-les, débattons et si cela est nécessaire, reconnaissons nos désaccords, mais face aux défis qui remettent en cause toute l'Europe, nous ne pouvons pas nous contenter d'un pré-sommet avant le Conseil européen.

Contrairement à ce qu'affirmait Keynes, à long terme nous serons tous vivants, mais une politique européenne transnationale sera encore plus nécessaire. Si nous sommes parvenus à lier les élections européennes au choix du président de la Commission européenne, pourquoi ne pourrait-on pas avoir des élections véritablement européennes avec des partis transnationaux ? Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas seulement d'une réforme de la gouvernance européenne, mais d'une refonte entière de l'espace politique européen, doté de partis politiques européens forts et efficaces au lieu des fragiles confédérations des partis nationaux que nous avons aujourd'hui en Europe. À cet égard, la position du Parlement européen de ne pas retenir la proposition d'élire au moins une petite portion des députés européens sur des listes transnationales en 2019 est très décevante. Ces listes pourraient être l'embryon de partis et de mouvements transnationaux européens, sans lesquels la démocratie « européenne » continuera d'usurper son nom.